

Entre ville et campagne : quels villages aujourd'hui ?

Vendredi 27 novembre 2009

Domaine de Charance, Gap, Hautes-Alpes

Synthèse de la journée

9h30



Accueil par **Roger Didier**, maire de Gap.

Gap, ville carrefour et centre urbain du massif des Alpes du Sud, est le centre de gravité du Pays Gapençais et du SCOT du Gapençais dont la réalisation est assurée par l'AURG. Gap est membre du réseau de communes soutenables Alliance dans les Alpes (elle a réalisé une cartographie de la biodiversité sur son territoire, une thermographie des bâtiments publics, instauré la gratuité de ses bus...). Entourée de petites communes, Gap souhaiterait mettre en place une structure intercommunale car « *Tout ce qui est bon pour Gap est bon pour le bassin gapençais, et vice versa.* »

10h



Alexandre Mignotte, directeur de Cibra France introduit les travaux de la journée par la question suivante : le village est-il un enjeu furieusement tendance ou définitivement obsolète de l'aménagement du territoire. Il présente alors les réflexions ayant conduit à l'élaboration de cette journée d'échanges : une investigation sur les réalités du village aujourd'hui (c'est quoi ? qui ? où ? quand ?...) offre une disparité de réponses et connotations. Absent des documents « officiels » et des discours de planification territoriale, le village se retrouve dans les récits d'expériences de ceux qui les vivent et dans la qualification de quartiers de grandes métropoles (Bercy village, *Skyvillage* à Copenhague, nouveau quartier « le village » à Marseille...).

De plus, 60% des migrants vers le milieu rural viennent de l'urbain, par choix d'un mode de vie et l'attrait de la maison individuelle. Le « village » devient le centre de la vie contemporaine et non plus un lieu perdu et inaccessible comme on se le représentait auparavant.

4 enjeux se dégagent autour de la question du village : sa définition, son sens, sa forme et les actions qui lui sont attachées.

10h30



Responsable de la cinémathèque d'images de montagne de Gap, **Gilles Charenso** précise les trois grandes fonctions de sa structure : collecter des films argentiques auprès de particuliers, d'associations, etc. ; sauvegarder ces films en les numérisant ; les diffuser par des projections itinérantes, des rendez-vous réguliers en salle, la création d'une base de données... Outil de développement culturel, touristique et territorial, la cinémathèque propose des projections « clés en mains » pour les communes rurales, collabore avec écoles et musées, s'associe à des projets de prévention des risques naturels, etc. La cinémathèque réalise au total 1000 projection par an environ, qui rassemblent près de 10 000 spectateurs.

Un extrait de *Champsaur 1974*, tourné par M. Jean-Paul Despesse, a été projeté. Ce film décrit la vie du village et ses métiers en 1974 : menuisiers, fauchage des blés, table à pétrin...

Les échanges portent rapidement sur un sujet majeur lié au village : l'éclatement des mobilités et l'augmentation des déplacements pendulaires journaliers. Les habitants des villages, pour trouver une alternative complémentaire aux services publics qui ne se développent parfois pas assez à leur goût, entretiennent des relations de voisinage permettant une entraide au sein du village. **Car le village se caractérise également par des liens de voisinage forts.**

Une des réponses urbanistiques parfois proposée contre ces trajets réguliers, est de recréer le village en ville, afin d'avoir un accès direct aux services tout en ayant une sensation « d'ici », de « chez nous » que transcrit le village. La participation de l'administration publique à la conservation du village est aussi avancée. Son intervention via le service public est nécessaire à la vie du village mais elle peut aussi prendre de nouvelles formes, comme aider à promouvoir des exemples de solidarité locale (ainsi ils pourront faciliter la création d'un système de covoiturage en informant les habitants de son existence).



Val de Travers, canton de Neuchâtel, Suisse : la **démarche de fusion de 9 communes**, par **Pierre-Alain Rumley**, vice-président du conseil communal de Val de Travers, ex directeur de l'Office fédéral du développement territorial.

En Suisse, le rural se définit par défaut, en tant que non urbain, et toute commune de plus de 10 000 habitants est considérée comme une ville. La fusion de 9 communes rurales dans le canton de Neuchâtel leur a ainsi permis de se revendiquer en tant que ville et d'être plus influentes dans les organisations et procédures de décisions cantonales.

En effet, avec 10 800 habitants, Val de Travers a acquis une taille permettant d'avoir à la fois une vision et un poids intéressant sur le territoire. Cette structure territoriale, issue d'une longue expérience de collaboration intercommunale, devrait permettre de mieux limiter l'étalement urbain et d'endiguer la concurrence entre les ex-communes indépendantes. La mise en œuvre de la fusion a fait émerger certains problèmes (gestion des permis de construire, de la voirie...) mais a permis la professionnalisation de certaines tâches, la réalisation des économies d'échelle et un changement de point de vue sur les enjeux du territoire (aller vers une spécialisation et une complémentarité des villages plutôt qu'un développement en parallèle de chacun d'eux). Ainsi, une école, une épicerie, un bistrot, des clubs de sport et autres structures de la vie locale ont été maintenues autant que faire se peut dans chaque village. Les services et établissements administratifs « centraux et fortement structurant » ont en revanche été ciblés sur les deux « cœurs » de la nouvelle commune. Pour M. Rumley, dans le contexte actuel, l'échelle de 10 000 habitants est un minimum pour l'échelon local des collectivités.

Ces neuf villages persisteront à l'avenir et ne formeront pas un tissu urbain continu à l'allure de ville. Pourtant, selon M. Rumley, ce territoire est clairement à qualifier d'urbain et n'as pas d'intérêt à se penser rural.



Massello, Piémont, Italie : la **stratégie globale pour faire revivre un petit village grâce au tourisme et à la nature**, par **Antonio Chiado**, adjoint au maire à Massello, membre du bureau d'Alliance dans les Alpes.

Massello est une toute petite commune alpine isolée à 1100m. d'altitude dans la province de Turin et dont l'histoire est fortement liée à la communauté vaudoise. Ces dernières années, les flux de migration de population étaient négatifs mais ceux des bouquetins, gypaètes et loups positifs. Face à ce constat, la commune s'est rapprochée de la Cipra et du réseau de communes Alliance dans les Alpes en 1996 et a décidé de miser sur son patrimoine naturel et environnemental. La préservation des ses ressources naturelles s'est accompagnée d'une volonté d'innovation dans la programmation et la gestion territoriales : le projet

P.O.E.M.A., entre autres, associant démarches environnementales, création d'infrastructures (WiFi par ex.) et mise en place de services à la population locale a vu le jour.

Aujourd'hui, la commune a gagné quelques habitants et emplois et, surtout, la reconnaissance nationale et européenne de ses actions (Agenda 21 de Turin, forêt certifiée PEFC, prix de la montagne soutenable...) a créé un réel sentiment d'appartenance au sein de sa population. Toutefois, le contexte régional entraîne une forte individualité des communes et la coopération au sein de la communauté de montagne est encore faible à ce jour.



St-Jean-St-Nicolas, Hautes-Alpes : **un centre pour 17 hameaux : fonctionnement dynamique et politique de limitation du mitage**, par **Rodolphe Papet**, premier adjoint de St-Jean-St-Nicolas.

Saint-Jean-Saint-Nicolas est une commune de 900 habitants constituée de 17 hameaux et située à une vingtaine de kilomètres de Gap, en fond de vallée. La commune compte 19 exploitations agricoles, des commerces, des médecins, une association culturelle développant des activités pour tous les âges : elle est dynamique toute l'année, à l'inverse des stations de skis avoisinantes.

La commune transforme son Plan d'occupation des sols (POS) en Plan local d'urbanisme (PLU) ; elle re-questionne son organisation actuelle et se projette dans l'avenir. Quelques points essentiels ont été mis en avant : limiter le mitage ; densifier le hameau principal pour limiter les déplacements ; classer certains hameaux en « hameaux de caractère » afin de les conserver tels qu'ils sont aujourd'hui.

Ces volontés sont exprimées dans le PLU mais leur mise en œuvre pose de nombreuses questions. La commune a par exemple souhaité construire des habitations semi-collectives mais s'est alors confrontée à la population qui conçoit mal le développement de ce type d'habitation en milieu rural. L'association des habitants à toutes les étapes des projets peut permettre une meilleure appropriation et acceptation des enjeux.

Pays Gapençais, Hautes-Alpes : programme LEADER, une intervention de l'Europe sur le Pays Gapençais : entre identité villageoise et maintien de l'agriculture, par **Julien Saint Aman**, directeur du Pays gapençais.



Le programme européen LEADER (2007-2013) vise à renforcer la compétitivité et l'attractivité des territoires. Dans le Pays Gapençais, il s'articule autour de trois volets, indispensables à la vie d'un village, coordonnés par le principe général de « Haute Qualité Rurale » : services, habitat et développement économique. Centré sur le tourisme, l'agriculture et l'artisanat, le programme LEADER dans le Pays gapençais représente 2,8 millions d'euros et un guichet unique, le Pays. Trois leviers d'interventions sont principalement identifiés : la stratégie collective, la qualité et les marchés de proximité et la production (ex. d'action de développement économique et de valorisation des produits locaux : créer un Rungis local) et l'innovation. Les sphères publiques et privées sont ainsi concernées et sollicitées pour aller vers l'objectif commun de « Haute qualité Rurale ».

14h30

Animation des tables rondes par **Jérôme Grange**, directeur général de l'AURG. Il ouvre les débats en rappelant les cinq grandes fonctions remplies par l'espace urbain : habiter, travailler, s'amuser, se former et consommer.



1/ Quels projets politiques pour le village ?

Avec **Pierre-Alain Rumley**, vice président du conseil communal de Val de Travers (canton de Neuchâtel, Suisse) ; **Marie Bouchez**, conseillère régionale Provence-Alpes-Côte d'azur ; **Robert Vincent**, maire délégué de Romette (Hautes-Alpes) ; **Jean-Pierre Chomienne**, commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection des Alpes – Diact.

Question de gouvernance et d'interactions public / privé

Pierre-Alain Rumley : La notion de gouvernance est utilisée aussi en Suisse et l'idée d'une collaboration plus intense entre le public et le privé remet en cause le partage actuel du pouvoir. L'objectif est de trouver de nouvelles formes de collaborations à l'échelle des agglomérations et des cantons qui sont trop petits pour réfléchir seuls à certaines questions (transports, recherche, réseaux...). Il faut trouver les moyens d'une gestion par espaces fonctionnels, par projets. Les politiques des agglomérations et des espaces ruraux ne doivent pas être différenciées : des conférences régionales doivent permettre à toutes les communes d'être représentées et de s'exprimer. De même, la tradition suisse de respect des droits du citoyen via les référendums doit perdurer.

Fabrication et portage de projet politique dans les espaces ruraux

Marie Bouchez : La mise en place d'une politique territoriale questionne la diversité du territoire d'une région. La vision régionale doit prendre du recul, mettre en place des outils à la portée des territoires les plus petits et valoriser les démarches de projets partagés. Le village est un niveau de territoire de vie stratégique. Les notions de partage et de complémentarité entre territoires y sont cruciales afin que le village ne devienne pas seulement un lieu où l'on dort. L'idée est d'amener les territoires à travailler ensemble dans le sens d'un développement économique mais aussi humain. Il faut faire évoluer la vision d'une gouvernance qui s'impose du haut pour aller vers un accompagnement de projets globaux qui sortent des égoïsmes locaux. Pour cela, la démarche citoyenne est essentielle et permet une meilleure cohérence des projets.

La situation de commune associée à une ville

Robert Vincent : Romette est une commune associée à Gap depuis 1975. Elle n'avait plus les moyens d'assumer son développement et s'associer lui a permis de grandir tout en profitant des moyens de la ville pour les transports, les ordures ménagères... Le maire délégué dispose des moyens de la ville pour ce qui relève de l'administratif, de l'urbanisme, etc. L'harmonie entre le maire de la ville centre et le maire délégué est ainsi essentielle afin d'éviter une mise à l'écart et un blocage du développement et des investissements dans la plus petite commune.

Conditions pour fabriquer des projets autour du village ; place de l'État

Jean-Pierre Chomienne : Le village c'est le lieu de la première proximité, des fonctions urbaines minimales (services notamment) permettant le lien social. L'enjeu du village est donc de construire un réseau où les choix d'organisation de la proximité dans les structures actuelles font de l'intercommunal le premier échelon. Si un centre urbain appartient à l'intercommunalité, l'enjeu est de permettre au village de se faire entendre dans la construction des projets ; de mettre les garde-fous nécessaires pour que cela soit possible. Le rôle de l'État est de fixer le cadre réglementaire, d'inciter à la discussion et d'accompagner, d'être un appui pour les collectivités en matière d'ingénierie.

Un échelon pertinent pour les démarches territoriales serait ainsi défini par des règles, des contractualisations, et des moyens pour agir ; la stratégie de gouvernance devant permettre l'articulation de la loi et du contrat. Ainsi ce débat conduit dans un troisième temps à nous interroger sur les moyens financiers : sont-ils suffisants pour permettre un fonctionnement plus autonome de l'entité village ?



2/ Quelles pratiques, usages et services en villages ?

Avec **Julien Saint Aman**, directeur du Pays gapençais ; **Jean Horgues-Debat**, directeur de l'ADRETS (Association pour le développement en réseau des territoires et des services) ; **Jean-Yves Pineau**, directeur du collectif ville-campagne ; **Florian Golay**, architecte, président de la maison de l'architecture de l'Isère.

Usages des territoires et services à la population

Julien St Aman : Le village n'a pas qu'une fonction d'habitat et la notion de territoire vécu repose la question des services à la population et de leur échelle. Celle du Pays semble pertinente pour analyser les besoins et réponses possibles en termes d'équilibre : création d'un schéma de services, grille de lecture du maillage du territoire et d'aide à la décision pour les élus, au sein du futur Scot par exemple.

L'offre de services minimum comme base du village ?

Jean Horgues-Debat : Tout d'abord, il n'y a pas de village sans ville. Ensuite, pour être vivant, le village doit présenter trois particularités : être un lieu de rencontres, de lien social « imposé » (a contrario des liens et réseaux sociaux « choisis » en ville) ; disposer d'un socle minimum de services permettant la vie quotidienne ; développer une citoyenneté, une démocratie de proximité sur tout ce qui s'y passe. En ce sens, le village est un espace de vie où le lien social est global. Mais le village implique également la présence de la campagne et de l'agriculture car ils sont constitutifs de la dimension paysagère fondamentale du village. Les pouvoirs politiques locaux doivent se servir des outils juridiques existant pour maîtriser leur foncier et maintenir des terres agricoles.

Vision du collectif Ville-Campagne

Jean-Yves Pineau : Les grandes mutations de nos modes de vie ont des impacts sur nos façons d'appréhender le monde et nos organisations sociales et politiques. Les grandes fonctions historiques ayant « fait » village : nutrition, protection, marchande, spirituelle... Aujourd'hui, au regard des nouveaux défis de notre société (changement climatique, croissance démographique, démocratie...), que sont devenues ces fonctions de base ? L'explosion de la mobilité a simplifié les campagnes et villages et les a réduit à une fonction unique : résidentielle. Comment recréer de la complexité et de l'intérêt général ? Il faut sortir de l'organisation issue du système capitaliste et commercial en remettant en avant les projets et visions que nous avons de nos territoires ; les éléments fondateurs d'une organisation du vivre ensemble sur le mode du développement durable. La préoccupation du collectif est la politique d'accueil et d'attractivité, le « faire rester » et « faire venir ». Trois piliers émergent : activité économique, logement et foncier, services et lien social.

Vision d'un architecte

Florian Golay : Village et architecture ne forment pas à première vue un couple évident. Pourtant, on pourrait imaginer le village comme un espace d'expérimentation pour l'architecture. En effet, l'architecture aujourd'hui doit servir de courroie de transmission et permettre de comprendre et traduire les enjeux d'un territoire dans la construction de lieux de vie. Elle n'a pas pour vocation d'inventer les formes du village de demain mais plutôt de valoriser les ressources endogènes des territoires par sa capacité d'inventivité. Il est temps de lancer un débat nouveau sur la responsabilité sociale de l'architecture.

En avançant dans le débat, il apparaît qu'opposer la notion de village à celle de ville n'a pas de sens, étant donnée la complémentarité des deux entités. Le village remplit un rôle d'accueil, de multifonctionnalité.

Pour ne pas limiter cette fonction d'accueil il convient de proposer un minimum des services, ce que peuvent exiger élus et citoyens. Et si les villages ont évolué, ils gardent toujours une dimension d'entre-aide. Là où elle était familiale auparavant, cette solidarité s'est déplacée sur des notions économiques (covoiturage, AMAP...) mais est encore créatrice de liens. Les politiques d'attractivité se planifient sur le long terme et doivent regrouper 3 principaux piliers :

- remplir des conditions nécessaires au maintien d'une activité économique et à l'émergence de nouvelles activités
- Offrir de la place pour se loger et habiter
- Proposer des services et permettre le lien social

Les villages ne doivent pas être pensés comme un îlot mais dans un territoire continu. Il faut savoir travailler ensemble (public, privé, rural, urbain...) et regarder à une échelle plus large que celle à laquelle on penserait instinctivement pour mettre en place une stratégie territoriale pour le village. Le village se construit ainsi sur sa multifonctionnalité, du logement au lien social, en passant par l'offre de services, l'implication de ses habitants ou les interactions avec le territoire alentour, aussi bien comme patrimoine naturel qu'entité d'habitats voisine.

Journée organisée en partenariat avec :

